

L'Ajournement

Le gouvernement et le président du Conseil du Trésor sont parfaitement conscients de l'inquiétude des pensionnés que le député d'Ottawa—Carleton a si bien évoquée. Elle a servi de toile de fond aux efforts que le gouvernement a fait pour s'assurer que nous tenions compte le plus possible des intérêts des membres des Forces armées canadiennes, de la Gendarmerie Royale et de la Fonction publique qui sont tous touchés par la décision finale.

Le ministre a fait régulièrement part à la Chambre du progrès de toutes les études et, à l'automne, il a annoncé que des études actuarielles étaient effectuées et qu'il ne proposerait aucun changement sans consultation préalable. Plus tard, il a annoncé que les discussions se poursuivaient et que les documents étaient soumis au Cabinet. Enfin, la semaine dernière, le secrétaire parlementaire du ministre a déclaré encore une fois que le comité consultatif du ministre sur la Loi sur la pension de la Fonction publique examinait la question.

À toutes ces étapes, le ministre a déclaré que les réformes seraient faites dans le respect de l'équité et de la justice pour toutes les personnes concernées et en tenant compte des promesses faites par le gouvernement pendant la campagne électorale et par la suite. Étant donné que tout un train de réformes est à l'étude, il faut attendre la conclusion d'une entente globale pour en parler, au lieu de les divulguer les unes après les autres.

• (2210)

Je tiens surtout à rappeler que le groupe concerné n'a pas présenté d'instances en règle à ce sujet. À la vérité, le groupe consultatif a pris les décisions et c'est sur l'avis du président que le premier vice-président de l'Association nationale des fonctionnaires fédéraux à la retraite, qui compte quelque 35,000 membres, a été nommé à l'un des six postes choisis. Avant cette nomination, toutefois, il n'y a eu aucune instance de la part des groupes concernés. Nous avons fait des progrès à cet égard, mais peut-être devrions-nous faire davantage. Le gouvernement étudiera la question.

Bref, on m'a assuré personnellement—et le gouvernement tient à en assurer ceux qui seront touchés par ces mesures—qu'on a mis la dernière main au programme d'information actuellement en place. Les consultations, à ce titre, sont pratiquement terminées et nous attendons d'autres renseignements de la part du président très bientôt.

L'AIDE EXTÉRIEURE—L'ÉTHIOPIE—L'AIDE CANADIENNE AU DÉVELOPPEMENT

M. Reginald Stackhouse (Scarborough-Ouest): Monsieur le Président, j'attire l'attention de la Chambre sur le rapport entre la politique des gouvernements et la souffrance humaine qui existe actuellement en Afrique, surtout en Éthiopie. Cette souffrance est largement attribuable à des causes naturelles, bien sûr, mais aussi, dans une proportion considérable, semble-t-il, aux tragiques excuses invoquées pour imposer une orientation politique à un grand nombre de ces pays, surtout à l'Éthiopie.

J'en donne pour preuve un article paru le 30 mai 1986 dans le *Globe and Mail* sous la plume d'un professeur adjoint en économie de l'Université Gloombug, originaire du Ghana. Il assure que plus de deux millions d'Africains ont péri lors de la

famine de l'an dernier et que des millions d'autres sont toujours menacés. Il a poursuivi en rappelant que les causes fondamentales du déclin de l'agriculture en Afrique tiennent fort probablement à la politique d'exploitation et d'oppression des paysans pratiquée par les gouvernements.

À cela j'ajoute le témoignage de M. Dawit Wolde Giorgis, l'ancien directeur de la Commission éthiopienne de secours et de reconstruction, réfugié aux États-Unis, qui a abandonné le gouvernement marxiste dont il avait autrefois fait partie. Il a quitté les rangs de ce parti en raison des contradictions qu'il a constatées entre l'aide consentie par l'Occident dont l'Éthiopie avait besoin, et l'alliance soviétique que son gouvernement avait conclue. Dans une entrevue accordée au *New York Times*, il a fait état du problème de la sécheresse, mais il a néanmoins précisé que ce problème tenait plus à la politique de son gouvernement. Il a ajouté que la sécheresse avait aggravé la situation et que si la politique de son pays ne changeait pas, des millions d'Éthiopiens continueraient à souffrir de la faim. Depuis, il a été interviewé par la BBC et par Radio Canada. Il a déclaré à ces entrevues:

Les dirigeants de l'Éthiopie vivent dans un monde imaginaire créé par leurs prises de position et leur imagination.

Il est manifeste que cette politique de rêve et d'imagination a aggravé les souffrances d'un peuple que l'on gouverne à coups de dépenses militaires extravagantes. Près de la moitié du budget national est consacré aux forces armées. Ce pays qui dépend de l'aide de l'Occident pour subvenir aux besoins alimentaires de sa population et lui assurer les services médicaux nécessaires importe pour quelque 8 milliards de dollars de matériel militaire soviétique.

À cela nous pourrions ajouter des violations tragiques et indéfendables des droits de l'homme d'une telle ampleur que, selon le guide mondial des droits de l'homme publié par l'*Economist*, le dossier de l'Éthiopie est le pire qui soit. Par exemple, on estime à au moins 10,000 le nombre des prisonniers politiques. Certains d'entre eux, notamment la famille de l'empereur décédé, sont incarcérés depuis plus de dix ans sans même que des accusations aient jamais été portées contre eux. Mais ce ne sont pas seulement des gens de cette classe qu'on emprisonne. Pas plus tard que la semaine dernière, un Éthiopien qui avait été prisonnier politique dans son pays pendant sept ans, emprisonné sur de simples soupçons, et qu'on venait de libérer, m'a rendu visite dans mon bureau. En fin de compte, il est sorti lorsque la police lui a dit qu'il n'était plus soupçonné. Il n'a non seulement jamais été condamné du moindre délit contre son pays, mais il n'a même jamais été inculpé.

• (2215)

Avec un gouvernement de ce genre en Éthiopie—non seulement là, mais dans d'autres pays d'Afrique également—nous devons nous inquiéter, en tant que Parlement, de la façon dont l'aide canadienne, alimentaire ou autre, est utilisée. Est-elle utilisée pour renforcer des régimes totalitaires, oppresseurs et militaristes? Ou bien notre gouvernement peut-il imposer une pression morale sur des régimes immoraux, pour les persuader sinon d'être justes, au moins, de ne pratiquer qu'une injustice modérée? Je suis sûr qu'un très grand nombre de personnes, dans divers pays d'Afrique, pleureraient de gratitude si un gouvernement démocratique utilisait les pouvoirs dont il dispose pour agir au nom de ceux qui ne peuvent rien faire. Cela